



EXTRAIT : QUESTION N° 02

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Publié le 04 octobre 2024

Séance du 24 septembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 14

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 18 septembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame LE GAGNE – Docteur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GUERIN – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Madame LEPRIZE – Madame CRANCE, excusée – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

CCAS DIRECTION

02- PERSONNEL

Nouveau régime indemnitaire de la collectivité

Le régime indemnitaire se définit comme un complément des éléments obligatoires de rémunération que constituent le traitement indiciaire (éventuellement majoré par la nouvelle bonification indiciaire), le supplément familial et, le cas échéant, l'indemnité de résidence servis aux agents territoriaux.

Il est constitué de primes et indemnités qui sont attribuées sur la base d'une décision de l'organe délibérant.

La collectivité (Ville et CCAS de Saint-Malo) a opéré en 2024 un travail refonte des critères d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

L'aboutissement de ces travaux s'est traduit par la présentation d'un rapport soumis à l'avis du comité social territorial du 13 septembre 2024.

La présente délibération fixe le cadre réglementaire du nouveau régime indemnitaire de la collectivité, permettant ainsi sa mise en œuvre à compter du 1er octobre 2024.

Les dispositions présentées ci-après se substituent ainsi à celle approuvées en conseil d'administration par les délibérations suivantes :

- n° 04 du 20 juin 2017 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- n° 02 du 26 juin 2018 relative à l'actualisation du RIFSEEP ;
- n° 03 du 3 décembre 2019 relative à l'actualisation du RIFSEEP ;
- n° 04 du 8 décembre 2020 relative aux conditions d'attribution du RIFSEEP ;
- n° 04 du 29 juin 2021 relative aux conditions d'attribution du RIFSEEP ;
- n° 05 du 4 mai 2022 relative au régime indemnitaire des agents à temps partiel thérapeutique ;
- n° 10 du 12 décembre 2022 relative à l'actualisation des groupes de fonction du RIFSEEP.

Cas particulier des primes et indemnités annexes :

Il convient de préciser qu'un certain nombre de primes et indemnités ne font pas partie du régime indemnitaire de la collectivité.

Instituées par la Loi et les règlements, elles sont la contrepartie de travaux qui ne relèvent pas spécifiquement d'un cadre d'emploi donné et sont obligatoirement versées aux agents lorsque ceux-ci remplissent les conditions d'attribution.

Dans certains cas, les modalités de versement sont précisées par délibération.

Liste non exhaustive de ces indemnités :

- Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) qui relève d'un dispositif spécifique et n'est pas assimilée à une prime ;
- Indemnité horaire pour travail supplémentaire (I.H.T.S.) ;
- Indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- Indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- Indemnités d'astreinte, de permanence et d'interventions ;
- Primes régies par l'article L714-11 du code général de la fonction publique (allocation de fin d'année notamment).

Cumulables avec les autres primes et indemnités présentées ci-après, elles ne font pas l'objet d'un développement spécifique dans le présent rapport.

REGIME INDEMNITAIRE DE LA VILLE ET DU CCAS DE SAINT-MALO

AU 1^{ER} OCTOBRE 2024

Préambule

Le régime indemnitaire de la collectivité est constitué d'un ensemble de primes et indemnités, classifiées en fonction de la filière et du cadre d'emploi des agents, comme suit :

- 1- Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), applicable :
 - A toutes les filières, à l'exception de la filière police municipale ;
 - A tous les cadres d'emploi, à l'exception de ceux relevant de la filière police municipale ainsi que des professeurs et des assistants d'enseignement artistique de la filière culturelle.
- 2- Primes et indemnités relevant de la filière police municipale.
- 3- Primes et indemnités relevant des cadres d'emploi des professeurs et des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

I – REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

A – Règles générales d'attribution du RIFSEEP

Le Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est celui applicable à tous les cadres d'emplois représentés au sein des effectifs de la collectivité, à l'exception de ceux désignés en préambule.

Le RIFSEEP est constitué de deux éléments :

- L'indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise (IFSE) ;
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Les règles d'attribution du RIFSEEP à la Ville et au CCAS de Saint-Malo sont fixées comme suit.

1- Bénéficiaires

➤ Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel relevant des cadres d'emploi indiqués au I-A-3.

➤ Agents contractuels de droit public à durée indéterminée (CDI) exerçant à temps complet, à temps non complet et à temps partiel relevant de ces cadres d'emploi.

➤ Agents contractuels de droit public à durée déterminée (CDD) exerçant à temps complet, à temps non complet et à temps partiel relevant des cadres d'emploi éligibles :

- Pour les besoins de continuité du service et pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire (article L.332-14 du code général de la fonction publique) ;
- Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ; lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, dans l'hypothèse où l'emploi est vacant au tableau et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement ; ou pour les emplois permanents à temps non complet lorsque la quotité de travail est inférieure à 50% (article L.332-8) ;
- Pour mener à bien un projet ou une opération identifié(e), sur des emplois non permanents – (article L 332-24) ;
- Pour les travailleurs handicapés dans les trois catégories A, B et C (L 352-4) ;
- Sur des emplois de direction pourvus par recrutement direct, (L 343-1 à L.343-3) ;
- Sur des emplois de collaborateurs de cabinet (article L.333-1) ;
- Pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles (article L.332-13), à condition de bénéficier d'une ancienneté d'un an révolu et en continu, tous types de contrats de droit public confondus ;
- Sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité, (article L.332-23), à condition de bénéficier d'une ancienneté d'un an révolu et en continu, tous types de contrats de droit public confondus.

2- Appréciation des conditions d'ancienneté

Les conditions d'ancienneté pour l'éligibilité au RIFSEEP s'apprécient en faisant masse des services accomplis à la Ville, au CCAS et à Saint-Malo Agglomération.

Par dérogation limitée à des cas exceptionnels et après étude au cas par cas, la situation des agents qui ne répondent pas aux conditions d'ancienneté telles que fixées ci-dessus pour bénéficier du régime indemnitaire pourra être étudiée, **en fonction des critères cumulatifs suivants :**

- Sujétions particulières afférentes au poste et niveau de responsabilités confié à l'intéressé ;
- Compétences et niveau de qualification de l'intéressé ou acquis de l'expérience professionnelles ;
- Métier en tension (liste régulièrement mise à jour et disponible à la DRH).

Dans les cas où l'ensemble de ces critères seraient réunis, l'autorité territoriale se réserve la possibilité, après un examen attentif de la situation particulière de l'agent, d'attribuer un régime indemnitaire.

3- Cadres d'emploi concernés

➤ Cadres d'emplois existants au tableau des effectifs de la collectivité et pour lesquels un arrêté ministériel du corps de référence de l'Etat a été publié, à savoir :

Administrateurs, attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, ingénieurs en chef, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, adjoints techniques, animateurs, adjoints d'animation, médecin, puéricultrices, psychologues, psychomotriciens, infirmiers, auxiliaires de puériculture, auxiliaires de soins, aides-soignants, conseillers socio-éducatifs, assistants socio-éducatifs, éducateurs de jeunes enfants, agents spécialisés des écoles maternelles, agents sociaux, conservateurs du patrimoine, attachés de conservation, bibliothécaires, assistants de conservation, adjoints du patrimoine, éducateurs des APS, opérateurs des APS.

4- Montants

Les montants attribués au titre du RIFSEEP sont librement fixés par l'autorité territoriale à titre individuel, dans le respect des maxima (plafonds) applicables aux cadres d'emplois et groupes de fonction, tel que présentés en annexe 1 du présent rapport.

Le règlement intérieur du RIFSEEP détaille les modalités d'attribution et de modulation des montants attribués.

Les plafonds mentionnés évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

5- Cumul du RIFSEEP avec certaines primes

L'I.F.S.E. et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne peut se cumuler, notamment avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.) ;
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) ;
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (ITDIS) ;
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avance et de recettes.

Il est en revanche cumulable avec :

- Les primes régies par l'article L.714-11 du code général de la fonction publique (allocation de fin d'année notamment) ;
- La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) qui relève d'un dispositif spécifique et n'est pas assimilée à une prime ;
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- L'indemnité horaire pour travail supplémentaire (I.H.T.S.) ;
- L'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- L'indemnité d'astreinte ;
- L'indemnité de permanence ;
- L'indemnité d'intervention.

Le RIFSEEP, à l'exception de sa composante « IFSE Dimanche et Jours Fériés » ;

- L'indemnité forfaitaire pour travail de dimanche et jours fériés des agents de la filière médico-sociale ;
- L'indemnité pour travail dominical régulier des adjoints territoriaux du patrimoine ;
- L'indemnité pour service de jours fériés des adjoints du patrimoine de la filière culturelle.

B – Composantes et modalités d'attribution de l'I.F.S.E.

Les composantes de l'IFSE sont les suivantes :

- **L'IFSE mensuelle ;**
- **L'IFSE annuelle ;**
- **L'IFSE horaire dimanche et jours fériés ;**
- **L'IFSE Régies ;**
- **L'IFSE TDIS.**

Les montants plafonds mentionnés au A-4 s'apprécient en faisant masse de toutes les composantes de l'IFSE.

1- L'IFSE mensuelle

a – Répartition des postes

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) mensuelle repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels et indicateurs suivants :

Postes de catégorie A : 5 groupes de fonction : A1, A2, A3, A4 et A5

Postes de catégorie B : 3 groupes de fonction : B1, B2 et B3

Postes de catégorie C : 3 groupes de fonction : C1, C2 et C3

➤ Critères et indicateurs de cotation des postes

La répartition au sein d'un de ces groupes de fonction est établie au vu des critères professionnels et indicateurs suivants :

- Critères encadrement
- Critères technicité
- Critères qualification
- Critères expertise
- Critères sujétions

Les modalités d'appréciation de ces critères et la cotation des indicateurs sont définis dans le règlement intérieur du régime indemnitaire de la collectivité.

b- Modalités d'attribution et conditions de versement

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, ceux occupant un emploi à temps non complet ainsi que ceux quittant ou étant recrutés dans la collectivité en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Il existe une exception pour les agents en temps partiel thérapeutique, qui continuent à percevoir l'IFSE en référence à leur quotité de travail habituelle.

Le versement du RIFSEEP **est maintenu intégralement** pendant les congés annuels, congés pour événements familiaux et autres autorisations spéciales d'absence, congés pour maternité, de paternité et d'accueil d'enfant ou pour adoption, pendant les congés pour accident de service et de maladie professionnelle.

Le versement du RIFSEEP **est maintenu** dans les mêmes proportions que le traitement pendant les congés de maladie ordinaire.

Le versement du RIFSEEP est **suspendu** en cas congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie. Toutefois, les primes versées antérieurement à la rédaction de l'acte plaçant l'agent en CLM, CLD ou CGM restent acquises jusqu'au dernier jour du mois de la rédaction de cet acte.

e - Evolution du montant

Le montant de l'IFSE mensuelle fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- Au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

2- L'IFSE annuelle

L'IFSE annuelle est versée une fois en fin d'année à tous les agents qui répondent aux conditions d'attribution de l'Allocation de Fin d'année (AFA) telles que précisées dans la délibération du Conseil municipal du 25 novembre 1985 l'instituant.

Le montant de l'IFSE annuelle est de 399 euros pour un agent exerçant à temps complet toute l'année.

3- L'IFSE horaire Dimanche et Jours fériés

L'IFSE Dimanche et Jours Fériés d'un montant de 3,26 euros de l'heure est versée aux agents qui exercent le dimanche ou les jours fériés dans le cadre de leur cycle de travail normal.

Cette indemnité est versée au réel, après service fait, sur la base d'un état déclaratif attesté par le directeur.

Elle ne peut en aucun cas se cumuler avec les indemnités horaires pour travail supplémentaire.

L'IFSE Dimanche et Jours Fériés, est exclusive de toute prime de même nature destinée à rétribuer le travail dominical ou de jours fériés, à l'exception de l'indemnité horaire pour travail de nuit et jours fériés avec laquelle elle se cumule.

4- L'IFSE Régies

L'IFSE Régies est versée aux régisseurs d'avances et de recettes selon les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales – art. R.1617-1 à R.1617-5-2. Les montants attribués sont ceux indiqués en annexe 2 du présent rapport.

5- L'IFSE TDIIS

L'IFSE TDIS est versée aux agents qui effectuent des travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants dans le cadre de leur cycle de travail normal.

Cette indemnité est versée au réel, après service fait, sur la base d'un état déclaratif attesté par le directeur.

Les modalités, critères et montants pris en compte pour le versement de l'IFSE-TDIS, présentés en annexe 3 du présent rapport, sont ceux fixés par le décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 modifié et les arrêtés subséquents.

C – Modalités d'attribution du complément Indemnitaire annuel (C.I.A.)

1- Conditions de versement

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

2- Périodicité

Le C.I.A fait l'objet d'un versement en une seule fois et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

II- REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS DE LA FILIERE POLICE

Les agents relevant de la filière police n'étant pas éligibles au RIFSEEP, le régime indemnitaire qui leur est applicable est spécifique.

Les primes et indemnités susceptibles d'être attribuées aux agents relevant de cette filière sont les suivants :

- Indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents, des chefs de service et des directeurs de police municipale ;
- Indemnité horaires pour travaux supplémentaires ;
- Indemnité d'administration et de technicité.

Elles sont versées dans le respect des dispositions prévues par décrets et arrêtés ministériels, qui fixent les modalités et les plafonds de versement applicables.

III- REGIME INDEMNITAIRE DES PROFESSEURS ET ASSISTANTS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Les professeurs et assistant d'enseignement artistique de la filière culturelle n'étant pas éligibles au RIFSEEP, le régime indemnitaire qui leur est applicable est spécifique.

Les primes et indemnités susceptibles d'être attribuées aux agents relevant de ces cadres d'emploi sont les suivants :

- Indemnités d'heures supplémentaires d'enseignement ;
- IFTS des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction ;
- Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE – part fixe), qui comporte une fraction versée mensuellement et une fraction versée annuellement dans les mêmes conditions que l'IFSE annuelle mentionnée au I – B- 2.

Elles sont versées dans le respect des dispositions prévues par décrets et arrêtés ministériels, qui fixent les modalités et les plafonds de versement applicables.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'Administration,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.712-1 et L. 714-4 à L.714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 établissant une nouvelle équivalence provisoire avec des corps de l'Etat bénéficiant du RIFSEEP afin que des cadres d'emploi de la fonction publique territoriale non encore éligibles puissent en bénéficier,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés ministériels pris pour l'application aux corps de l'Etat des dispositions du décret du 20 mai 2014 susvisé,

Vu les avis favorables du comité technique en date du 25 avril 2017 et du 4 juin 2021 sur les modalités de mise en œuvre et les conditions d'attribution du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération du 25 novembre 1985 relative à l'allocation de fin d'année,

Vu la délibération n°04 du 20 juin 2017 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP et la délibération n°04 du 29 juin 2021 relative aux conditions d'attribution du RIFSEEP,

Vu la délibération n°05 du 4 mai 2022 relative au régime indemnitaire des agents à temps partiel thérapeutique,

Vu la délibération n°10 du 12 décembre 2022 relative à l'actualisation des groupes de fonction du RIFSEEP,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 septembre 2024 relatif aux nouvelles conditions d'attribution du RIFSEEP,

Considérant qu'il convient de modifier certaines dispositions relatives au régime indemnitaire,

Après avoir délibéré,

FIXE

Les nouvelles conditions d'attribution du régime indemnitaire telles qu'elles sont détaillées dans le rapport présenté ci-avant et précisées dans les documents annexés.

APPROUVE

La répartition des cadres d'emplois éligibles en groupes de fonctions et de fixe les montants annuels maximum du RIFSEEP tels qu'ils apparaissent en annexe 1 de la présente délibération. Les montants s'inscrivent dans la limite des plafonds applicables à l'Etat et s'apprécient toutes composantes de l'IFSE et du CIA comprises.

DECIDE

Que les dispositions précitées entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2024 et se substituent le cas échéant aux dispositions antérieures.

DIT

Que les crédits nécessaires à l'application des dispositions précitées sont inscrits au Budget de l'établissement.

AUTORISE

Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente à signer toutes pièces relatives à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 15 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

Montants plafonds du RIFSEEP par filière et cadre d'emplois

A. – Emplois fonctionnels

En raison de la particularité des postes fonctionnels (directeur général, directeur général adjoint), les montants du régime indemnitaire des agents détachés sur un emploi fonctionnel sont fixés par décision de l'autorité territoriale, dans les limites des plafonds correspondant au grade de l'agent détaché, tels que définis ci-après.

B.1. – Filière administrative

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Administrateur territorial | A1 | 63 000 € | 15 750 € | Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application au corps des administrateurs civils de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux |
| | A2 | 57 200 € | 14 300 € | |
| | A3 | 51 200 € | 12 800 € | |
| | A4 | 45 400 € | 11 350 € | |
| | A5 | 39 600 € | 9 900 € | |
| Attaché territorial | A1 | 36 210 € | 6 390 € | Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des attachés d'administration des services de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux |
| | A2 | 32 130 € | 5 670 € | |
| | A3 | 25 500 € | 4 500 € | |
| | A4 | 20 400 € | 3 600 € | |
| | A5 | 15 300 € | 2 700 € | |
| Rédacteur territorial | B1 | 17 480 € | 2 380 € | Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret, pour les rédacteurs territoriaux |
| | B2 | 16 015 € | 2 185 € | |
| | B3 | 14 650 € | 1 995 € | |
| Adjoint administratif territorial | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs des services de l'Etat des dispositions du décret, pour les adjoints administratifs territoriaux |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

B.2 – Filière technique

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ingénieur en chef territorial | A1 | 57 120 € | 10 080 € | Arrêté du 14 février 2019 pris pour l'application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs en chef territoriaux |
| | A2 | 49 980 € | 8 820 € | |
| | A3 | 46 920 € | 8 280 € | |
| | A4 | 42 330 € | 7 470 € | |
| | A5 | 37 740 € | 6 660 € | |
| Ingénieur territorial | A1 | 46 920 € | 8 280 € | Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs territoriaux |
| | A2 | 40 290 € | 7 110 € | |
| | A3 | 36 000 € | 6 350 € | |
| | A4 | 31 450 € | 5 550 € | |
| | A5 | 26 900 € | 4 750 € | |
| Technicien territorial | B1 | 19 660 € | 2 680 € | Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des techniciens du développement durable des dispositions du décret, pour les techniciens territoriaux |
| | B2 | 18 580 € | 2 535 € | |
| | B3 | 17 500 € | 2 385 € | |
| Agent de maîtrise territorial | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'intérieur des dispositions du décret, pour les agents de maîtrise territoriaux |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |
| Adjoint technique territorial | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'intérieur des dispositions du décret, pour les adjoints techniques territoriaux |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

B.3 – Filière sociale et médico-sociale

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Médecin territorial | A1 | 43 180 € | 7 620€ | Arrêté du 13 juillet 2018 pris pour l'application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les médecins territoriaux |
| | A2 | 38 250 € | 6 750 € | |
| | A3 | 29 495 € | 5 205 € | |
| | A4 | 25 500 € | 4 500 € | |
| | A5 | 20 400 € | 3 600 € | |
| Psychologue territorial | A1 | 25 500 € | 4 500 € | Arrêté du 8 mars 2022 pris pour l'application au corps des psychologues des services de protection judiciaire de la jeunesse des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les psychologues territoriaux |
| | A2 | 20 400 € | 3 600 € | |
| | A3 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A4 | 10 200 € | 1 800 € | |
| | A5 | 9 300 € | 1 700 € | |
| Conseiller socio-éducatif territorial | A1 | 25 500 € | 4 500 € | Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs |
| | A2 | 20 400 € | 3 600 € | |
| | A3 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A4 | 10 200 € | 1 800 € | |
| | A5 | 9 300 € | 1 700 € | |
| Assistant socio-éducatif territorial | A1 | 19 480 € | 3 440 € | Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs |
| | A2 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A3 | 11 120 € | 1 960 € | |
| | A4 | 10 140 € | 1 860 € | |
| | A5 | 9 240 € | 1 760 € | |
| Puéricultrice territoriale | A1 | 19 480 € | 3 440 € | Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les puéricultrices territoriales |
| | A2 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A3 | 11 120 € | 1 960 € | |
| | A4 | 10 140 € | 1 860 € | |
| | A5 | 9 240 € | 1 760 € | |
| Infirmier territorial en soins généraux | A1 | 19 480 € | 3 440 € | Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les infirmiers territoriaux en soins généraux |
| | A2 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A3 | 11 120 € | 1 960 € | |
| | A4 | 10 140 € | 1 860 € | |
| | A5 | 9 240 € | 1 760 € | |

B.3 – Filière sociale et médico-sociale (suite)

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|--------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ergothérapeute - psychomotricien | A1 | 19 480 € | 3 440 € | Arrêté du 13 juillet 2018 pris pour l'application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les médecins territoriaux |
| | A2 | 15 300 € | 2 700 € | |
| | A3 | 11 120 € | 1 960 € | |
| | A4 | 10 140 € | 1 860 € | |
| | A5 | 9 240 € | 1 760 € | |
| Educateur territorial de jeunes enfant | A1 | 14 000 € | 1 680 € | Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse des dispositions du décret n°2014-513, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les éducateurs territoriaux de jeunes enfants |
| | A2 | 13 500 € | 1 620 € | |
| | A3 | 13 000 € | 1 560 € | |
| | A4 | 12 500 € | 1 500 € | |
| | A5 | 12 000 € | 1 440 € | |
| Auxiliaires de puéricultures territoriaux | B1 | 9 000€ | 1 230 € | Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application au corps des infirmiers des services médicaux de l'Etat des dispositions du décret, pour les auxiliaires de puériculture |
| | B2 | 8 010 € | 1 090 € | |
| | B3 | 7 020 € | 950 € | |
| Aides-soignants territoriaux | B1 | 9 000 € | 1 230 € | Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application au corps des infirmiers des services médicaux de l'Etat des dispositions du décret, pour les aides-soignants territoriaux |
| | B2 | 8 010 € | 1 090 € | |
| | B3 | 7 020 € | 950 € | |
| Auxiliaires de soins territoriaux | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513, pour les auxiliaires de soins |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |
| Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513, pour les A.T.S.E.M. |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |
| Agents sociaux territoriaux | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513, pour les agents sociaux territoriaux |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

B.4 – Filière culturelle

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conservateur territorial du patrimoine | A1 | 49 920 € | 8 280 € | Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine du ministère de la culture, des dispositions du décret dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les conservateurs |
| | A2 | 40 290 € | 7 110 € | |
| | A3 | 34 450 € | 6 080 € | |
| | A4 | 31 450 € | 5 550 € | |
| | A5 | 28 450 € | 5 020 € | |
| Attaché territorial de conservation du patrimoine | A1 | 29 750 € | 5 250 € | Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des bibliothécaires des dispositions du décret n°2014-513, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux de conservation du patrimoine |
| | A2 | 27 200 € | 4 800 € | |
| | A3 | 24 650 € | 4 350 € | |
| | A4 | 22 100 € | 3 900 € | |
| | A5 | 19 550 € | 3 450 € | |
| Bibliothécaire territorial | A1 | 29 750 € | 5 250 € | Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des bibliothécaires assistants spécialisés des dispositions du décret dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les bibliothécaires |
| | A2 | 27 200 € | 4 800 € | |
| | A3 | 24 650 € | 4 350 € | |
| | A4 | 22 100 € | 3 900 € | |
| | A5 | 19 550 € | 3 450 € | |
| Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques | B1 | 16 720 € | 2 280 € | Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des bibliothécaires assistants spécialisés des dispositions du décret, pour les assistants territoriaux de conservation |
| | B2 | 13 200 € | 2 040 € | |
| | B3 | 17 500 € | 1 800 € | |
| Adjoint territorial du patrimoine | C1 | 11 340 € | 1 260 € | Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques du ministère de la culture des dispositions du décret, pour les adjoints territoriaux du patrimoine |
| | C2 | 10 800 € | 1 200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

B.5 – Filière animation

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Animateur territorial | B1 | 17 480 € | 2 380 € | Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret, pour les animateurs territoriaux |
| | B2 | 16 015 € | 2 185 € | |
| | B3 | 14 650 € | 1 995 € | |
| Adjoint territorial d'animation | C1 | 11 340 € | 1260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret, pour les adjoints d'animation |
| | C2 | 10 800 € | 1200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

B.6 – Filière sportive

| Cadre d'emploi | Groupe de fonctions | Plafond annuel IFSE | Plafond annuel CIA | Référence juridique |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Educateur Territorial des A.P.S. | B1 | 17 480 € | 2 380 € | Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret, pour les éducateurs territoriaux des A.P.S. |
| | B2 | 16 015 € | 2 185 € | |
| | B3 | 14 650 € | 1 995 € | |
| Opérateur territorial des A.P.S. | C1 | 11 340 € | 1260 € | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret, pour les opérateurs territoriaux des A.P.S. |
| | C2 | 10 800 € | 1200 € | |
| | C3 | 10 260 € | 1 140 € | |

C - Collaborateurs de cabinet

Dans le cadre du régime indemnitaire versé aux collaborateurs de cabinet, le plafond est fixé dans la proportion de 90% des indemnités servies à l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité ou le grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire dans la collectivité.

ANNEXE 2 - MONTANTS DE L'IFSE REGIES *

| REGISSEUR D'AVANCE | REGISSEUR DE RECETTES | REGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES | MONTANT DU CAUTIONNEMENT | MONTANT ANNUEL DE LA PART IFSE REGIE |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie | Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes encaissées mensuellement | | Montant accordé (dans la limite du plafond réglementaire de la part fonction) |
| Jusqu'à 1 220 euros | Jusqu'à 1 220 euros | Jusqu'à 2 440 | - | 110 |
| De 1 221 à 3 000 | De 1 221 à 3 000 | De 2 441 à 3 000 | 300 | 110 |
| De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | 460 | 120 |
| De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | 760 | 140 |
| De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | 1 220 | 160 |
| De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | 1 800 | 200 |
| De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | 3 800 | 320 |
| De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | 4 600 | 410 |
| De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | 5 300 | 550 |
| De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | 6 100 | 640 |
| De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | 6 900 | 690 |
| De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | 7 600 | 820 |
| De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | 8 800 | 1 050 |
| Au-delà de 1 500 000 | Au-delà de 1 150 000 | Au-delà de 150 000 | 1 500 par tranche de 1 500 000 | 46 par tranche de 1 500 000 |

* Montants au 1^{er}/09/2024 modifiables (sans délibération) en fonction de la parution de textes ultérieurs

ANNEXE 3 - IFSE POUR TRAVAUX DANGEREUX INCOMMODES OU SALISSANTS (TDIIS)

L'ITDIS faisait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière dont l'octroi aux fonctionnaires territoriaux était admis dans les conditions fixées par le décret n°67-624 du 23 juillet 1967. Toutefois, elle n'est pas cumulable avec le RIFSEEP.

Les sommes anciennement versée à ce titre sont donc versées via l'IFSE à compter du 1^{er} janvier 2021. L'IFSE TDIIS est allouée aux agents titulaires, stagiaires et contractuels chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Les travaux sont classés dans 3 catégories en fonction de la nature des risques encourus :

| Catégories | Désignation | Montants |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1ère catégorie | Travaux présentant des risques d'accident corporel ou de lésion organique | 1,03 € |
| 2ème catégorie | Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination | 0,31 € |
| 3ème catégorie | Travaux incommodes ou salissants | 0,15 € |

CONDITIONS DE VERSEMENT

Il ne peut être attribué plus d'un taux de base par demi-journée de travail effectif, sauf pour les indemnités de 1^{ère} catégorie pour lesquelles il ne peut être alloué plus de deux taux de base par demi-journée de travail effectif.

CUMUL

Les indemnités ne sont pas cumulables entre elles ni avec les indemnités de risques et de sujétions spéciales.

Cependant, les bénéficiaires d'une indemnité de risques et de sujétions spéciales appelés à effectuer des travaux ouvrant droit à une indemnité spécifique de 1^{ère} catégorie servie à raison d'au moins un taux de base par demi-journée peuvent prétendre pour chacun de ces travaux à l'indemnité spécifique correspondante dont le taux est alors réduit de moitié.

CLASSIFICATION DES TRAVAUX OUVRANT DROIT A

Envoyé en préfecture le 01/10/2024
Reçu en préfecture le 01/10/2024
Publié le
ID : 035-263502700-20240924-2409202402-DE

1^{ère} catégorie : Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques

| Travaux | Nombre de taux de base par ½ journée de travail effectif | Montants (en €) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------|
| Travaux exécutés à l'aide d'une corde à noeuds | 2 taux | 2,06 € |
| Déneigement des voies hors agglomération des communes comprises dans les zones montagneuses visées à l'article 30 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 | 2 taux | 2,06 € |
| Goudronnage de voies avec liants hydrocarbonés et opération employant du bitume pour l'entretien des chaussées | 2 taux | 2,06 € |
| Déneigement, sablage ou sablage sur verglas exécutés sur les voies communales | 1 taux ¾ | 1,80 € |
| Déblaiement consécutif à des éboulements ou à des calamités diverses | 1 taux ¾ | 1,80 € |
| Nettoyage ou réfection d'égouts dont l'exiguïté ne permet pas la situation debout | 1 taux ½ | 1,55 € |
| Nettoyage ou réfection d'égouts dont les dimensions permettent la station debout | 1 taux | 1,03 € |
| Travaux nécessitant l'emploi d'explosifs | 1 taux | 1,03 € |
| Affectation en permanence du personnel soignant ou manipulateur à un service de radiologie ou de radiothérapie de dispensaire municipal | ¾ taux | 0,77 € |
| Travaux sur toitures ou marquises | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux en façade d'immeubles effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées à des câbles porteurs | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux sur poteaux et pylônes effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux d'élagage d'arbres effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 € |
| Utilisation de scies à ruban, toupies, raboteuses et dégauchisseuses | ½ taux | 0,52 € |
| Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux | ½ taux | 0,52 € |
| Peinture ou vernissage au pistolet | ½ taux | 0,52 € |
| Utilisation de solvants tels que tétrachlorure de carbone ou trichloréthylène | ½ taux | 0,52 € |
| Soudure à l'arc | ½ taux | 0,52 € |
| Utilisation de brise-béton ou de marteau perforateur | 1 taux | 1,03 € |
| Travaux en salle de congélation d'abattoir | ½ taux | 0,52 € |
| Utilisation en local clos de produits (chlore, ammoniaque) | ½ taux | 0,52 € |
| Conduite de machines offset, massicots et presses rotatives | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux de signalisation horizontale sur des voies ouvertes à la circulation | 2 taux | 2,06 € |
| Utilisation de débroussailluses, de faucardeuses et de tronçonneuses | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux de débroussaillage effectués manuellement sur les grands talus à forte pente (supérieure à 45%) | ½ taux | 0,52 € |
| Manipulations et travaux sur installations électriques haute et basse tension | 1 taux | 1,03 € |
| Travaux d'affûtage | ½ taux | 0,52 € |
| Travaux en permanence au sous-sol | ½ taux | 0,52 € |
| Utilisation de tours et perceuses | ½ taux | 0,52 € |

2^{ème} catégorie : Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination

| Travaux | Nombre de taux de base par ½ journée de travail effectif | Montants (en €) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------|
| Collecte et élimination des immondices | 1 taux | 0,31 € |
| Travaux d'hygiène et d'assainissement des locaux privés ou publics contaminés | 1 taux | 0,31 € |
| Alimentation et surveillance de plus de cinq chaudières ou calorifères | 1 taux | 0,31 € |
| Alimentation et surveillance de chaudières et calorifères (jusqu'à 5 appareils) | ¾ taux | 0,23 € |
| Utilisation autre qu'en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque | ½ taux | 0,16 € |
| Préparation et utilisation de solutions à base de sulfate d'alumine, d'alginate de soude ou de produit similaire | ½ taux | 0,16 € |
| Travaux d'imprimerie | ½ taux | 0,16 € |
| Travaux d'entretien et de remise en état des batteries d'accumulateur | ½ taux | 0,16 € |
| Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont élévateur | ½ taux | 0,16 € |
| Curage de ponceaux et d'aqueducs | ½ taux | 0,16 € |
| Utilisation de produits chimiques débroussaillants | ½ taux | 0,16 € |
| Affectation continue de personnel soignant dans les dispensaires et services antituberculeux ou de vénéréologie | 1 taux | 0,31 € |
| Exécution d'enquêtes épidémiologiques | 1 taux | 0,31 € |
| Travaux de plomberie | ½ taux | 0,16 € |
| Travaux de peinture | ½ taux | 0,16 € |
| Travaux de laboratoires d'analyses à base de manipulation de produits caustiques, toxiques, inflammables, irritants ou lacrymogènes | ½ taux | 0,16 € |

3^{ème} catégorie : travaux incommodes ou salissants

| Travaux | Nombre de taux de base par ½ journée de travail effectif | Montants (en €) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------|
| Goudronnage de voies publiques | 1 taux | 0,15 € |
| Curage de cours d'eau | 1 taux | 0,15 € |
| Conduite de machine de reproduction de documents | ½ taux | 0,08 € |
| Graissage et réparation de moteurs de véhicules | ½ taux | 0,08 € |
| Travaux de manutention en sous-sol | ½ taux | 0,08 € |
| Travaux d'archivages et dépoussiérage occasionnels et incommodes | ½ taux | 0,08 € |
| Travaux en laboratoires d'analyses avec des appareils susceptibles de provoquer des accidents par projection, explosion ou brûlure | ½ taux | 0,08 € |

ANNEXE 4 - TABLEAU DES CADRES D'EMPLOI ELIGIBLES AUX I.H.T.S. *

(Indemnités horaires pour travaux supplémentaires)

VILLE ET CCAS DE SAINT-MALO

| FILIERES | Cadres d'emploi éligibles aux IHTS |
|-----------------------------------|------------------------------------------|
| Filière administrative | Adjoint administratif territorial |
| | Rédacteur territorial |
| Filière animation | Adjoint territorial d'animation |
| | Animateur territorial |
| Filière sociale et médico-sociale | Agent social |
| | Agent spécialisé pour écoles maternelles |
| | Aide-soignant |
| | Auxiliaire de soins |
| | Auxiliaire de puériculture |
| | Ergothérapeute / psychomotricien |
| | Infirmier en soins généraux |
| | Infirmier |
| | Educateur de jeunes enfants |
| | Assistant socio-éducatif |
| | Puéricultrice |
| Filière technique | Adjoint technique territorial |
| | Agent de maîtrise |
| | Technicien |
| Filière culturelle | Adjoint du patrimoine |
| | Assistant de conservation |
| Filière sportive | Opérateur des APS |
| | Educateur des APS |
| Filière police | Agent de police municipale |
| | Chef de service de police municipale |

* Situation au 1^{er}/09/2024 susceptible d'évolutions réglementaires ultérieures